

No. 35837

---

**Federal Republic of Germany  
and  
Lao People's Democratic Republic**

**Agreement on technical cooperation between the Government of the Kingdom of Laos  
and the Government of the Federal Republic of Germany. Vientiane, 25  
September 1970**

**Entry into force: 25 September 1970 by signature, in accordance with article 9**

**Authentic texts: French and German**

**Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 14 June 1999**

---

**République fédérale d'Allemagne  
et  
République démocratique populaire lao**

**Accord de coopération technique entre le Gouvernement du Royaume du Laos et le  
Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Vientiane, 25 septembre  
1970**

**Entrée en vigueur : 25 septembre 1970 par signature, conformément à l'article 9**

**Textes authentiques : français et allemand**

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Allemagne, 14 juin 1999**

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

**ACCORD DE COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT  
DU ROYAUME DU LAOS ET LE GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE D'ALLEMAGNE**

**Le Gouvernement du Royaume du Laos et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne**

**Sur la base des relations amicales existant entre les deux pays et leurs peuples,**

**Désireux d'approfondir ces relations,**

**Considérant leur intérêt commun à l'encouragement du développement technique et économique de leurs pays et**

**Reconnaissant les avantages qui résulteront pour les deux pays d'une coopération technique plus étroite sont convenus de ce qui suit :**

*Article 1<sup>er</sup>*

**(1) Les Parties Contractantes s'efforceront de coopérer et de s'entraider dans les questions techniques, en tant que partenaires égaux en droits.**

**(2) Sur la base du présent Accord, les Parties Contractantes pourront conclure des arrangements relatifs à certains projets de coopération technique.**

*Article 2*

**Les arrangements mentionnés au paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> peuvent prévoir que le Gouvernement de la République d'Allemagne aidera le Gouvernement du Royaume du Laos:**

**(1) à créer des centres d'enseignement technique et des institutions modèles, en fournant des enseignants et des spécialistes allemands, ainsi que l'équipement technique;**

**(2) en envoyant ou en procurant du personnel enseignant et scientifique allemand, ainsi qu'en fournissant des objets d'équipement technique, en vue de la coopération entre des institutions des deux pays dans le domaine de l'enseignement et de sciences.**

**(3) en envoyant des experts et des spécialistes chargés d'établir des rapports sur certains projets, ainsi que des conseillers allemands :**

*Article 3*

**En vertu des arrangements prévus au paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, le Gouvernement de la République d'Allemagne s'efforcera en outre :**

**(1) de procurer à des ressortissants Laos les possibilités de formation et de perfectionnement dans des entreprises, établissements d'enseignement et autres institutions d'instruction allemands.**

(2) d'encourager le perfectionnement professionnel de spécialistes et de cadres Laos, notamment pour autant qu'il s'agisse de personnel des institutions mentionnées à l'article 2 ci-dessus :

*Article 4*

Le Gouvernement du Royaume du Laos :

(1) Reconnaîtra les épreuves et examens présentés par les ressortissants Laos en République Fédérale d'Allemagne conformément à leur niveau professionnel. Il ouvrira aux porteurs de certificats et diplômes allemands reconnus par l'Etat allemand les mêmes possibilités professionnelles d'embauche et de promotion, ou les mêmes carrières qu'aux diplômes de cycles de formation lao comparables.

(2) Fournira, pour les projets à exécuter au Laos, les terrains et bâtiments nécessaires, et équipera ces derniers, dans la mesure où l'équipement n'est pas fourni par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne;

(3) Fournira aux spécialistes allemands pour leur permettre de remplir efficacement leur mission les mêmes avantages accordés aux experts et spécialistes étrangers conformément aux règlements en vigueur et mettra à leur disposition dans la mesure du possible d'habitations meublées appropriées.

(4) Exemptera les objets fournis par ordre du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour les différents projets de tous droits et taxes de douane à l'importation ou à la réexportation et autres taxes publiques :

(5) Supportera les frais de déchargement, les frais de transit ainsi que les frais de transport et d'assurance à l'intérieur du Laos pour les objets fournis pour les différents projets par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne au cas où celui-ci ne prend pas ces frais à sa charge;

(6) Assumera les frais de fonctionnement et d'entretien afférents aux projets;

(7) Assumera les frais des voyages de services effectués par les spécialistes allemands à l'intérieur du Laos ou leur versera, outre les frais de voyage ou de transport des bagages, une indemnité journalière appropriée;

(8) Fournira dans la mesure du possible, et à ses frais, le personnel spécialisé et auxiliaire laonécessaire dans chaque cas et, si besoin est, des interprètes ou des traducteurs;

(9) Veillera à ce que les spécialistes allemands soient remplacés dans un délai convenu, par des spécialistes lao appropriés. Dans la mesure où ces spécialistes seront formés dans la République Fédérale d'Allemagne, il désignera à temps et en nombre suffisant les candidats destinés à être formés. Il ne désignera que les candidats qui se seront engagés envers lui à exercer, pendant au moins cinq ans, après leur retour, leurs activités dans le cadre du projet en question. Il veillera par des mesures appropriées, notamment en faisant usage, pour le perfectionnement professionnel, de spécialistes et de cadres lao, de possibilités disposées par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et par une rétribution appropriée de ces spécialistes, à ce que cette obligation soit remplie.

*Article 5*

(1) Accordera à tout moment et sans perception de taxes aux spécialistes allemands, aux membres de leur famille, y compris les domestiques allemands, l'entrée, la sortie ainsi que les autorisations de travail et de séjour nécessaires et les exemptera de l'enregistrement des étrangers;

(2) Ne percevra pas d'impôts ou autres taxes fiscales sur les émoluments versé du côté allemand aux spécialistes allemands;

(3) Autorisera les spécialistes allemands, les membres de leur famille, y compris les domestiques allemands, à importer en franchise ou en suspension de droits et taxes de douane et sans caution, pour la durée de leur séjour les objets destinées à leur usage personnel, parmi lesquels peuvent également figurer, par ménage, un véhicule automobile, un réfrigérateur et un deep-freezer ménager, un poste de T.S.F. un phonographe, un magnétophone, un appareil de télévision, des appareils électriques d'usage courant ainsi que, par personne, une installation de cinématographique, pour autant que ces objets soient importés dans les six mois qui suivent la première entrée des spécialistes au Laos. Ce délai pourra être prolongé dans des cas spéciaux.

D'un commun accord entre les Parties Contractantes, les spécialistes allemands fournis seront soumis, en ce qui concerne ces avantages, au même traitement que celui appliqué aux experts du Plan Colombo ou des Nations Unies travaillant au Laos;

(4) Autorisera les spécialistes allemands et les membres de leur famille à importer en franchise, dans le cadre de leurs besoins personnels, des médicaments, produits alimentaires, boissons et autres articles de consommation courante;

(5) Délivrera aux spécialistes allemands une pièce de légitimation leur garantissant, dans l'exécution de leurs tâches, l'appui des services nationaux.

*Article 6*

(1) Le Royaume du Laos répondra à la place d'un spécialiste allemand, des dommages que ce dernier causerait à un tiers, en connexion avec l'exécution d'une tâche qui lui est dévolue en vertu du présent Accord. A cet égard toute revendication à l'encontre du spécialiste allemand sera exclue sauf en cas de faute grave de sa part.

(2) Un droit à remboursement, quelle que soit sa base juridique, ne pourra être invoqué par le Royaume du Laos à l'encontre du spécialiste allemand qu'en cas de dol ou de négligence grave.

*Article 7*

Les dispositions du présent Accord s'appliqueront également aux spécialistes allemands qui, lors de son entrée en vigueur, exercent déjà dans le cadre de la coopération technique entre le Gouvernement du Royaume du Laos et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, une activité au Laos.

*Article 8*

Le présent Accord s'appliquera également au Land de Berlin, sauf déclaration contraire faite par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne au Gouvernement du Royaume du Laos dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de présent Accord.

*Article 9*

(1) Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature et sera valable pour une période de cinq ans.

(2) À l'expiration de la période de 5 ans le présent Accord sera prolongé tacitement d'année en année, à moins qu'il ne soit dénoncé par écrit par l'une des deux Parties Contractantes trois mois avant la fin de la période respective.

(3) Après l'expiration du présent Accord, ses dispositions continueront à être applicables aux projets de coopération technique déjà commencés, jusqu'à leur achèvement.

Fait à Vientiane le Vingt Cinq Septembre Mil Neuf Cent Soixante Six, en quatre exemplaires, dont deux en langue française et deux en langue allemande, chacun des quatre textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume du Laos :

Le Ministre des Affaires,

PHAGNA PHENG PHONGSAVAN

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne :

Le Chargé d'Affaires a.i.,

WILFRIED VOGELER

[ GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND ]

A b k o m m e n

zwischen

der Regierung der Bundesrepublik Deutschland

und

der Regierung des Königreichs Laos

über Technische Zusammenarbeit

**Die Regierung  
der Bundesrepublik Deutschland  
und  
die Regierung  
des Königreichs Laos**

- auf der Grundlage der zwischen beiden Staaten und ihren Völkern bestehenden freundschaftlichen Beziehungen,
- in dem Wunsche, diese Beziehungen zu vertiefen,
- in Anbetracht ihres gemeinsamen Interesses an der Förderung der technischen und wirtschaftlichen Entwicklung ihrer Staaten und
- in Erkenntnis der Vorteile, die aus einer engeren technischen Zusammenarbeit für beide Staaten erwachsen werden, sind wie folgt übereingekommen:

**Artikel 1**

- (1) Die Vertragsparteien werden sich bemühen, in technischen Fragen auf der Grundlage gleichberechtigter Partnerschaft zusammenzuarbeiten und sich gegenseitig zu unterstützen.
- (2) Die Vertragsparteien können auf der Grundlage dieses Abkommens Uebereinkünfte über einzelne Vorhaben der Technischen Zusammenarbeit schliessen.

**Artikel 2**

Die Uebereinkünfte nach Artikel I Absatz 2 können vorsehen, dass die Regierung der Bundesrepublik Deutschland die Regierung des Königreichs Laos wie folgt unterstützt:

- (1) Bei der Errichtung von fachlichen Ausbildungsstätten und Musterseinrichtungen durch die Entsendung deutscher Lehr- und Fachkräfte und die Bereitstellung von technischen Ausrüstungsgegenständen;
- (2) bei der Zusammenarbeit von Einrichtungen beider Länder auf dem Gebiet von Erziehung und Wissenschaft durch die Entsendung

oder Vermittlung von deutschem Lehr- und wissenschaftlichem Personal sowie durch die Bereitstellung von Ausstattungsgegenständen;

- (3) durch die Entsendung von deutschen Sachverständigen, Gutachtern für bestimmte Vorhaben und Beratern.

**Artikel 3**

Aufgrund von Uebereinkünften nach Artikel 1 Absatz 2 wird sich die Regierung der Bundesrepublik Deutschland ferner bemühen:

- (1) laotischen Staatsangehörigen Aus - und Fortbildungsmöglichkeiten in deutschen Betrieben, Lehranstalten und sonstigen Ausbildungseinrichtungen zu vermitteln,
- (2) die berufliche Fortbildung laotischer Fach- und Führungskräfte, insbesondere insoweit es sich um Personal der in Artikel 2 genannten Einrichtungen handelt, zu fördern.

**Artikel 4**

Die Regierung des Königreichs Laos

- (1) erkennt die von laotischen Staatsangehörigen in der Bundesrepublik Deutschland abgelegten Prüfungen und Examina entsprechend ihrem fachlichen Niveau an. Sie wird den Inhabern deutscher Zeugnisse und Diplome die gleichen beruflichen Anstellungs- und Aufstiegsmöglichkeiten oder Laufbahnen eröffnen wie Absolventen vergleichbarer laotischer Ausbildungsgänge;
- (2) stellt für die Vorhaben in Laos die erforderlichen Grundstücke und Gebäude zur Verfügung und richtet diese ein, soweit nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland die Errichtung liefert;

- (3) gewährt den deutschen Fachkräften, um ihnen die wirksame Erfüllung ihrer Aufgaben zu ermöglichen, die gleichen Vorrechte, die sie nach den geltenden Bestimmungen ausländischen Experten und Fachkräften einräumt, und stellt ihnen im Rahmen des Möglichen angemessene möblierte Wohnungen zur Verfügung;
- (4) befreit die im Auftrag der Regierung der Bundesrepublik Deutschland für die Vorhaben gelieferten Gegenstände von allen Steuern, Ein- und Wiederausfuhrabgaben und sonstigen öffentlichen Abgaben;
- (5) übernimmt die Entladekosten, die Kosten des Transits sowie die in Laos anfallenden Kosten des Transports und der Versicherung der von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland für die einzelnen Vorhaben gelieferten Gegenstände, sofern diese Kosten nicht von letzterer übernommen werden;
- (6) trägt die Betriebs- und Instandhaltungskosten für die Vorhaben;
- (7) trägt die Kosten für Dienstreisen der deutschen Fachkräfte in Laos oder zahlt ihnen neben den Fahrt- und Gepäckkosten ein angemessenes Tagegeld;
- (8) stellt im Rahmen des Möglichen und auf ihre Kosten das jeweils erforderliche laotische Fach- und Hilfspersonal und, soweit erforderlich, Dolmetscher oder Übersetzer zur Verfügung;
- (9) sorgt dafür, dass die deutschen Fachkräfte nach vereinbarter Frist durch geeignete laotische Fachkräfte ersetzt werden. Sowohl diese Fachkräfte in der Bundesrepublik Deutschland ausgebildet werden, benennt sie rechtzeitig genügend Bewerber für diese Ausbildung. Sie benennt nur solche Bewerber, die

sich ihr gegenüber verpflichtet haben, nach ihrer Rückkehr für mindestens 5 Jahre an dem jeweiligen Vorhaben zu arbeiten. Sie trägt durch geeignete Massnahmen, insbesondere durch Ausnutzung der von deutscher Seite angebotenen Möglichkeiten beruflicher Fortbildung laotischer Fach- und Führungskräfte und durch eine angemessene Bezahlung dafür Sorge, dass diese Verpflichtung erfüllt wird.

#### Artikel 5

##### Die Regierung des Königreichs Laos

- (1) gewährt den deutschen Fachkräften und ihren Familienangehörigen einschliesslich des deutschen Hauspersonals jederzeit abgabenfrei die Ein- und Ausreise und die notwendigen Arbeits- und Aufenthaltsgenehmigungen und befreit sie von der Ausländerregistrierung;
- (2) erhebt auf die von deutscher Seite gezahlten Bezüge der deutschen Fachkräfte keine Steuern und sonstigen fiskalischen Abgaben;
- (3) gestattet den deutschen Fachkräften und ihren Familienangehörigen einschliesslich des deutschen Hauspersonals für die Dauer ihres Aufenthaltes die zu ihrem eigenen Gebrauch bestimmten Gegenstände kautionsfrei und unter Befreiung oder Aussetzung von Abgaben und Zöllen einzuführen; dazu gehören auch je Haushalt ein Kraftfahrzeug, ein Kühlschrank und eine Tiefkühltruhe, ein Rundfunkgerät, ein Plattspielgerät, ein Tonhandgerät, ein Fernsehgerät, kleinere Elektrogeräte sowie je Person ein Klimagerät und eine Foto- und Kinoausstattung, sofern diese Gegenstände innerhalb von 6 Monaten nach der ersten Einreise der Fachkräfte eingeführt werden. Diese Frist kann in besonderen Fällen verlängert werden.

Es besteht zwischen den Vertragspartnern Übereinstimmung darüber, dass die entsandten deutschen Fachkräfte bezüglich dieser Vergünstigungen die gleiche Behandlung wie die in Laos tätigen Experten des Colombo-Plans oder der Vereinten Nationen erfahren;

- (4) gestattet den deutschen Fachkräften und ihren Familienangehörigen die abgabenfreie Einfuhr von Medikamenten, Lebensmitteln, Getränken und anderen Artikeln des täglichen Verbrauchs im Rahmen ihres persönlichen Bedarfs;
- (5) stellt den deutschen Fachkräften einen Ausweis aus, in dem ihnen die Unterstützung der staatlichen Dienststellen für ihre Aufgaben zugesagt wird.

#### Artikel 6

- (1) Für Schäden, die eine deutsche Fachkraft im Zusammenhang mit der Durchführung einer ihr nach diesem Abkommen übertragenen Aufgabe einem Dritten zufügt, haftet an ihrer Stelle das Königreich Laos. Jede Inanspruchnahme der Deutschen Fachkraft ausser bei grobem Verschulden ist insoweit ausgeschlossen.
- (2) Ein Erstattungsanspruch, auf welcher Rechtsgrundlage er auch beruht, kann von dem Königreich Laos gegen die deutsche Fachkraft nur im Falle von Vorsatz oder grober Fahrlässigkeit geltend gemacht werden.

#### Artikel 7

Dieses Abkommen wird auch auf die deutschen Fachkräfte angewendet, die bei seinem Inkrafttreten bereits im Rahmen der Technischen Zusammenarbeit zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung des Königreichs Laos in Laos tätig sind.

Artikel 8

Dieses Abkommen gilt auch für das Land Berlin, sofern nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland gegenüber der Regierung des Königreichs Laos innerhalb von 3 Monaten nach seines Inkrafttreten eine gegenseitige Erklärung abgibt.

Artikel 9

- (1) Dieses Abkommen tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft und gilt für einen Zeitraum von fünf Jahren.
- (2) Nach Ablauf dieses Zeitraums von fünf Jahren verlängert sich das Abkommen stillschweigend jeweils um ein Jahr, es sei denn, eine der beiden Vertragsparteien kündigt es drei Monate vor Ablauf des jeweiligen Zeitabschnitts schriftlich.
- (3) Auch nach Beendigung dieses Abkommens gelten seine Bestimmungen für die bereits begonnenen Vorhaben der Technischen Zusammenarbeit bis zu ihrem Abschluss weiter.

GESCHENEN zu Vientiane am 25. September 1970  
in vier Urschriften, je zwei in deutscher und in französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermassen verbindlich ist.

Für die Regierung  
der Bundesrepublik Deutschland

Der Geschäftsträger ad interim



Für die Regierung  
des Königreichs Laos

Der Minister für Auswärtige Angelegenheiten ad interim

Phoumsavay  
( Phagna Phéng Phongsavan)

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT ON TECHNICAL COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF LAOS

The Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Kingdom of Laos,

On the basis of the friendly relations existing between the two States and their peoples,  
Desiring to intensify those relations,

Considering their common interest in promoting the technical and economic development of their States, and

Recognizing the benefits to be derived by both States from closer technical cooperation,

Have agreed as follows:

*Article 1*

(1) The Contracting Parties shall endeavour to cooperate with and assist each other on technical matters as partners having equal rights.

(2) On the basis of this Agreement, the Contracting Parties may conclude arrangements regarding individual technical cooperation projects.

*Article 2*

The arrangements referred to in article 1, paragraph 2, above may provide that the Government of the Federal Republic of Germany shall assist the Government of the Kingdom of Laos:

(1) In establishing technical training centres and model institutions by providing German teachers and specialists, as well as technical equipment;

(2) By sending or providing German teaching and scientific staff and by providing technical equipment with a view to ensuring cooperation between the institutions of the two countries in the fields of education and science;

(3) By sending experts and specialists to draw up reports on certain projects and by sending German advisers.

*Article 3*

In accordance with the arrangements referred to in article 1, paragraph 2, above, the Government of the Federal Republic of Germany shall furthermore endeavour:

(1) To obtain for Lao nationals opportunities for training and advanced training in German enterprises, educational establishments and other training institutions;

(2) To promote the advanced training of Lao specialists and high-level personnel, in particular for staff of the institutions mentioned in article 2 above.

*Article 4*

The Government of the Kingdom of Laos shall:

(1) Recognize tests and examinations passed by Lao nationals in the Federal Republic of Germany in accordance with their respective standard. It shall afford the holders of German certificates and diplomas recognized by the German State the same professional recruitment and promotion opportunities or the same careers as the holders of comparable Lao educational diplomas;

(2) Provide the land and buildings required for the projects to be implemented in Laos, and equip the buildings insofar as the Government of the Federal Republic of Germany does not supply such equipment;

(3) Accord the German specialists the same advantages as those given to foreign experts and specialists in accordance with the rules in force, so as to enable them to carry out their duties effectively and, to the extent possible, make appropriate furnished housing available to them;

(4) Exempt the articles provided by order of the Government of the Federal Republic of Germany for the various projects from all import and export customs duties and charges and other public charges;

(5) Bear the cost of unloading, transit, transport and insurance within Laos of articles supplied for the various projects by the Government of the Federal Republic of Germany in the event that the latter does not cover such costs;

(6) Bear the cost of operation and maintenance of the projects;

(7) Bear the cost of official travel by German specialists within Laos or pay them an appropriate per diem allowance, in addition to bearing their travel and baggage transport costs;

(8) Provide, to the extent possible, at its own expense, the Lao specialized and auxiliary staff required in each case and, if necessary, interpreters or translators;

(9) Ensure that, after an agreed period of time, the German specialists are replaced by suitable Lao specialists. As far as the latter are to receive training in the Federal Republic of Germany, it shall nominate in good time a sufficient number of candidates for such training. It shall nominate only such candidates as have given an undertaking that they will serve on the relevant project for at least five years upon their return. It shall ensure, through appropriate measures, that this obligation is met, in particular by making use of the opportunities made available by the Government of the Federal Republic of Germany for advanced training of Lao specialists and high-level personnel, and by ensuring that such specialists are appropriately remunerated.

*Article 5*

The Government of the Kingdom of Laos shall:

(1) Afford the German specialists and members of their families, including German domestic workers, freedom of entry and departure at any time and without payment of dues, as well as the requisite work and residence permits, and exempt them from registration as foreigners;

(2) Levy no taxes or other public charges on payments made from German sources to German specialists;

(3) Authorize the German specialists and members of their families, including German domestic workers, to import, with exemption from or suspension of customs duties and taxes and without providing security and for the duration of their stay, articles intended for their personal use, which may also include, for each household, one motor vehicle, one domestic refrigerator and one domestic deep freezer, one radio, one record player, one tape recorder, one television set and small electrical appliances, and, for each individual, one air conditioner and one set of photographic and cinematographic equipment, provided such articles are imported within six months after the first entry of such specialists into Laos. This time limit may be extended in special cases.

By agreement between the Contracting Parties, the German specialists shall be subject to the same treatment with regard to these entitlements as that given to specialists of the Colombo Plan or the United Nations working in Laos;

(4) Authorize the German specialists and members of their families to import, free of customs duty, for their personal use, medicines, food products, beverages and other consumer goods;

(5) Provide the German specialists with an identification document to ensure that the national authorities will assist them in the performance of their tasks.

#### *Article 6*

(1) The Kingdom of Laos shall assume liability in place of a German specialist in respect of any damage caused to a third party by the specialist while carrying out a task entrusted to him under this Agreement. Any claim against the German specialist shall, to that extent be precluded, unless gross negligence is involved.

(2) Whatever the legal grounds the Kingdom of Laos may not invoke, a right to reimbursement against a German specialist unless there has been wilful misconduct or gross negligence.

#### *Article 7*

The provisions of this Agreement shall likewise apply to German specialists who, at the time of its entry into force, are already working in Laos within the framework of technical cooperation between the Government of the Kingdom of Laos and the Government of the Federal Republic of Germany.

*Article 8*

This Agreement shall also apply to Land Berlin, provided that the Government of the Federal Republic of Germany does not make a contrary declaration to the Government of the Kingdom of Laos within three months after its entry into force.

*Article 9*

(1) This Agreement shall enter into force on the date of its signature and shall be valid for a period of five years.

(2) Upon the expiry of the five-year period, this Agreement shall be extended tacitly for successive periods of one year, unless it is denounced in writing by either Contracting Party three months prior to the expiry of any such period.

(3) After this Agreement expires, technical cooperation projects already begun shall remain subject to its provisions until they are completed.

Done at Vientiane on 25 September 1966, in quadruplicate, two copies each in the German and French languages, all four texts being equally authentic.

For the Government of the Federal Republic of Germany:

WILFRIED VOGELER  
Chargé d'affaires a.i.

For the Government of the Kingdom of Laos:

PHAGNA PHENG PHONGSAVAN  
Minister for Foreign Affairs a.i.